

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 22 mai 2007 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article Unique : Est ratifiée l'Ordonnance N° 07-008/P-RM du 09 mars 2007 autorisant la ratification de l'Accord de financement du Projet Hydroélectrique OMVS de Félou d'un montant équivalent à Seize Millions Neuf Cent Mille Droits de Tirages Spéciaux (16.900.000) DTS, soit Douze Millions Huit Cent Soixante Dix Sept Millions Huit Cent Mille (12.877.800.000) Francs CFA environ, signé à Dakar le 13 septembre 2006 entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (AID).

Bamako, le 12 juin 2007

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

LOI N°07-029/DU 14 JUIN 2007 PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 07-011/P-RM DU 20 MARS 2007 PORTANT CREATION DE L'ECOLE DE MAINTIEN DE LA PAIX DE BAMAKO

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 23 mai 2007 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article Unique : Est ratifiée l'Ordonnance N°07-011/P-RM du 20 mars 2007 portant création de l'Ecole de Maintien de la Paix de Bamako.

Bamako, le 14 juin 2007

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

LOI N°07-030/DU 14 JUIN 2007 PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 07-012/P-RM DU 22 MARS 2007 AUTORISANT LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE PRÊT, SIGNE A ROME ENTRE LA REPUBLIQUE DU MALI ET LE FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA) POUR LE FINANCEMENT DU PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION DE KIDAL

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 24 mai 2007 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article Unique : Est ratifiée l'Ordonnance N° 07-012/P-RM du 22 mars 2007 autorisant la ratification de l'Accord de Prêt d'un montant principal de Sept Millions Sept Cent Mille Droits de Tirage Spéciaux (7.700.000 DTS) soit Cinq Millions Huit Cent Soixante Dix Millions Quatre Cent Trois Mille (5.870.403.000) Francs CFA environ, signé le 16 février 2007 à Rome entre la République du Mali et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) pour le financement du Programme Intégré de Développement Rural de la Région de Kidal (PIDRK).

Bamako, le 14 juin 2007

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

LOI N°07-031/DU 14 JUIN 2007 PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 07-016/P-RM DU 28 MARS 2007 AUTORISANT LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE PRÊT, SIGNE A DJEDDAH LE 04 FEVRIER 2007 ENTRE LA REPUBLIQUE DU MALI ET LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT (BID) POUR LE FINANCEMENT DU PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 23 mai 2007 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article Unique : Est ratifiée l'Ordonnance N° 07-016/P-RM du 28 mars 2007 autorisant la ratification de l'Accord de Prêt d'un montant de Trois Millions Huit Cent Mille (3.800.000) Dinars Islamiques (DI) soit environ Deux Millions Neuf Cent Vingt Trois Millions Quatre Cent Cinquante Quatre Mille (2.923.454.000) Francs CFA, signé à Djeddah le 04 février 2007 entre la République du Mali et la Banque Islamique de Développement (BID) pour le financement du Projet d'Electrification Rurale.

Bamako, le 14 juin 2007

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

LOI N°07-032/DU 19 JUIN 2007 PORTANT CREATION DU MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT MALI

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 22 mai ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I : DE LA CREATION ET DES MISSIONS

Article 1^{er} : Il est créé un service rattaché dénommé Millennium Challenge Account-Mali en abrégé MCA-Mali.

Article 2 : Le MCA-Mali a pour mission d'exécuter toutes les composantes de l'Accord de Don, notamment les projets et activités ci-dessous :

- le Projet de réhabilitation, de modernisation et d'extension de l'Aéroport de Bamako - Sénou ;
- le Projet d'Aménagement d'une Zone Industrielle de 200 ha de l'Aéroport Bamako – Sénou ;
- le Projet d'Aménagement Hydro-Agricole de la Zone d'Alatona à l'Office du Niger ;
- toute autre activité décrite dans l'Accord de don.

CHAPITRE II : DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION

Article 3 : Le MCA-Mali est doté de l'autonomie financière et de gestion.

Article 4 : Les organes d'administration et de gestion du MCA-Mali sont :

- le Conseil de Surveillance et
- la Direction Générale.

Le Conseil de Surveillance supervise les activités de mise en œuvre des différentes composantes de l'Accord de Don conduites par la Direction Générale.

Article 5 : La Direction Générale est dirigée par un Directeur Général nommé par Décret pris en Conseil des Ministres, après une procédure de sélection par appel à la concurrence et l'accord du MCC.

CHAPITRE III : DES DISPOSITIONS PARTICULIERES ET FINALES

Article 6 : Les biens ou autres actifs du MCA-Mali sont insaisissables conformément à l'Accord de Don.

Article 7 : L'organisation et l'exécution des activités du MCA-Mali devront être conformes aux termes de l'Accord de Don. En cas de conflit entre les dispositions de l'Accord de Don et toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur, les termes de l'Accord de Don prévaudront.

Article 8 : Les activités du MCA-Mali seront régulièrement contrôlées et auditées conformément à l'Accord de Don.

Article 9 : Un Décret pris en Conseil des Ministres fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement du MCA-Mali.

Bamako, le 19 juin 2007

Le Président de la République,

Amadou Toumani TOURE

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

ARRETE N°04-2284/MIC-SG DU 8 NOVEMBRE 2004 PORTANT AGREMENT AU CODE DES INVESTISSEMENTS D'UNE UNITE DE PRODUCTION DE SERVIETTES PERIODIQUES, PANSEMENTS DE GAZE ET COTON HYDROPHILE A BAMAKO.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°91-048/AN-RM du 26 février 1991 portant Code des Investissements ;

Vu la Loi n°96-067 du 03 décembre 1996 portant création du Centre National de Promotion des Investissements, modifiée par l'Ordonnance n°02-028/P-RM du 28 février 2002 ;

Vu le Décret n°95-423/P-RM du 06 décembre 1995 fixant les modalités d'application de la loi n°91-048/AN-RM du 26 février 1991 portant Code des Investissements ;

Vu le Décret n°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la Note technique du 29 septembre 2004 avec avis favorable du Guichet Unique ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{ER} : L'unité de production de serviettes périodiques, pansements de gaze et coton hydrophile sise à Magnambougou extension, face Stade du 26 Mars, Bamako, de la Société « Mamadou Seyba Daou-Industries », MA.SE.DA. INDUSTRIE », S.A, Faladié, Immeuble MADESA, Avenue de l'OUA, BP 2768, Bamako, est agréée au « Régime B » du Code des Investissements.

ARTICLE 2 : La Société « MA.SE.DA-INDUSTRIE » S.A. bénéficie, dans le cadre de l'exploitation de l'unité susvisée, des avantages ci-après :

- exonération, pendant les huit (8) premiers exercices, de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ainsi que de la contribution des patentes ;

- exonération, pendant cinq (5) ans et seulement pour les constructions nouvelles, de l'impôt sur les revenus fonciers ;

- étalement, sur trois (3) ans, du paiement des droits d'enregistrement sur les actes de création de société et exonération de ces droits en cas d'augmentation de capital.